Retour à la démocratie : l'Europe, le Hamas et les élections palestiniennes

22 mars 2021



ECFR publie un rapport sur les élections palestiniennes et l'Union européenne.

Version complète en anglais
Résumé en italien

Principales conclusions :

- Des élections palestiniennes sont sur la voie de se dérouler dans les prochains mois – pour la première fois depuis plus d'une décennie.
- L'Union européenne et les Etats-Unis ont un rôle décisif à jouer pour assurer un succès au processus électoral. En faisant cela, ils peuvent soutenir le renouveau politique palestinien et améliorer les

perspectives d'un traité de paix durable avec Israël.

- Au sein du Hamas, les modérés ont parié sur ces élections. Le mouvement – avec le Fatah – cherche de nouvelles pistes pour un engagement politique étant donné le contexte régional et international de plus en plus inhospitalier.
- L'Union européenne et les Etats-Unis devraient : s'engager à respecter le résultat de ces élections ; persuader Israël de soutenir un processus libre, équitable et inclusif ; et chercher à construire une relation constructive avec le nouveau gouvernement qui soit engagée pour la démocratie, les droits humains et le droit international.

En mai et juillet de cette année, des élections parlementaires et présidentielles se tiendront en Palestine, pour la première fois depuis 15 ans. Ce ne sera pas la première expérience de la démocratie pour la Palestine, mais ce sera un moment décisif pour les Palestiniens qui définira également l'avenir du conflit israélo-palestinien. Si cela ne sera pas suffisant pour réparer les nombreuses fractures qui se sont créées depuis la séparation de Gaza et de la rive occidentale en 2007, des élections nationales combinées à un accord post-élection qui partagera le pouvoir entre le Hamas et le Fatah pourra néanmoins aider à une pleine réconciliation nationale, à une réunification institutionnelle et sociétale, et aux réformes politiques.

Le dernier rapport de Hugh Lovatt, chercheur à l'ECFR – *Retour à la démocratie : l'Europe, le Hamas et les élections palestiniennes* – s'intéresse aux calculs politiques du Hamas, aux résultats des futures élections, et à la manière dont l'Union européenne et les Etats-Unis peuvent aider à assurer un résultat positif en alignement avec leurs propres objectifs de politique étrangère.

Hugh Lovatt, chercheur à l'ECFR, affirme que :

« *L'Union européenne a une opportunité rare de générer une transformation positive du conflit. En s'assurant que le processus électoral à venir soit un succès, elle peut amener le Hamas vers une modération politique et un soutien à une solution à deux Etats. Cela pourrait ouvrir la voie à une diplomatie inclusive qui irait vers la réunification intra-palestinienne, et vers un futur traité de paix durable avec Israël. Un échec, par contraste, conduirait à un durcissement de la ligne du Hamas et enracinerait le dysfonctionnement politique de la Palestine* »

Si l'Union européenne n'encourage et ne soutient pas les prochaines élections, elle mettra le processus électoral en péril. L'Union européenne doit rester concentrée sur ses objectifs stratégiques. Ces élections représentent une opportunité pour l'Union européenne d'aider à développer une démocratie palestinienne, des institutions responsables, et un gouvernement unifié fondé sur l'Etat de droit. Un futur gouvernement d'union nationale pourrait également aider à soutenir la reconstruction socio-économique de Gaza et éviter le renouveau d'une guerre avec Israël.

Alors que le processus de paix d'Oslo a échoué et les perspectives réalistes d'atteindre une solution à deux Etats ont presque entièrement disparu, ce serait une réussite de taille que d'amener le Hamas à une stratégie politique non-violente pour résoudre le conflit avec Israël et d'assurer son respect des règles démocratiques et du droit international. Ce faisant, l'Union européenne aiderait à créer les bases d'un accord politique durable avec Israël à l'avenir, supporté par un soutien transparti du peuple palestinien.

Si le chemin ne sera pas aisé, travailler pour soutenir la réussite des élections et garantir un environnement politique positif après les élections représenterait un investissement judicieux du capital politique de l'Union européenne.

Lire aussi : Sur le site de ECFR